

Bureau du 14 septembre 2022

L'an deux mille vingt deux, le quatorze septembre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

Absents/excusés :

LEI Josiane, Présidente CCPEVA
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Marie-Pierre BERTHIER
Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués
Date de convocation : 7 septembre 2022
Délibération affichée le :

Point n°1 – Avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 (lot 1) : « Observatoire de la qualité des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » (fiche action A5-1 du contrat de rivières)

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée que vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels ont été inscrites, par transfert, pour le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, les compétences, basées sur l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, d'animation, y compris pédagogique, et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action A5.1 « Observatoire de la qualité des eaux superficielles du bassin versant » du volet A du contrat de rivières, ayant pour objet la mise en place d'un réseau de stations de mesures permettant de suivre l'évolution de la qualité des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique sur plusieurs années.

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC, rapporteur, indique que, à la suite des résultats de la première année de suivi 2021, il est nécessaire d'ajuster le programme de mesures de l'accord-cadre 2020-007 pour le suivi de la qualité des eaux superficielles / lot 1 : « Observatoire de la qualité des cours d'eau du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique ».

Pour rappel, les prestations confiées au prestataire relatives aux campagnes de mesures, prélèvements et analyses sont les suivantes :

- Prélèvements, mesures in situ et analyses physico-chimiques
- Prélèvements, mesures in situ et analyses hydrobiologiques IBGN
- Prélèvements, mesures in situ et analyses hydrobiologiques IBD
- Prélèvements, mesures in situ et analyses bactériologiques
- Prélèvements, mesures in situ et analyses des micropolluants et des polluants spécifiques (substances prioritaires DCE)
- Prélèvements, mesures in situ et analyses des pesticides
- Mesures in situ et analyses de débits

La première année de suivi de la qualité des eaux a été réalisée en 2021 via un accord-cadre à bons de commande confié au bureau d'étude SUEZ-consulting n°2020-007. A la suite de cette première année de suivi, le CCTP de cet accord-cadre prévoit que le programme de suivi pour les années suivantes puisse être ajusté et adapté en fonction des résultats observés la première année de suivi.

Source CCTP accord-cadre 2020-007 / Lot 1 : « *Toute modification (abandon d'une station, modification de la périodicité, etc.) pourra engendrer une évolution du programme de monitoring, déclenché via le BPU. Ce point sera discuté annuellement lors d'une réunion du comité de pilotage* ».

A la suite du comité de pilotage du 28 mars 2022, il a été décidé en séance d'ajuster le programme de suivi en l'adaptant en fonction des résultats obtenus lors de la première année de suivi en 2021.

Cette adaptation du programme permet de réduire les coûts sur les campagnes à venir.

Les ajustements du programme pour les prochaines années conduisent, en effet, à adapter le nombre de stations et le nombre de campagnes prévues pour les différents paramètres à suivre.

Les adaptations des prestations de l'avenant n°1 ont des incidences sur les répartitions des coûts financiers entre les différentes périodes de l'accord-cadre. Ces adaptations n'ont pas d'incidence financière sur le montant global de l'accord-cadre sur l'ensemble de sa durée.

Pour rappel, le montant initial de l'accord-cadre était prévu ainsi :

- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 70 000.00 euros HT.
- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 70 000.00 euros HT.

Le montant total sur la durée de l'accord-cadre (4 ans) : 140 000 € HT, soit 168 000 € TTC.

Le montant de l'accord-cadre est revu en fonction des adaptations du programme (nombre de stations, paramètres suivis par station selon les campagnes, ...) ainsi :

- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 75 000.00 euros HT.
- Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 65 000.00 euros HT.

Le montant total sur la durée de l'accord-cadre (4 ans) reste inchangé : 140 000 € HT, soit 168 000 € TTC.

Le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 de l'accord-cadre 2020-007 de suivi de la qualité des eaux superficielles (lot 1) confié au bureau d'étude SUEZ-Consulting (SAFEGE) ;
- **AUTORISE** Mme la Présidente à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa notification et sa mise en œuvre.



La Présidente,


Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification